

IL ÉTAIT UNE FOIS...

Il était une fois un pays qui n'avait pas moins de problèmes à régler que les autres, mais où, sur les dix dernières années, les deux plus grands partis s'étaient mis d'accord, sans querelles stériles, pour gouverner ensemble pendant sept ans au total. Un pays dans lequel le futur président de la République était dès maintenant assuré de son élection, puisque les mêmes grands partis s'étaient tous mis d'accord sur sa candidature. Un pays, par conséquent, qui ne connaissait ni primaires, ni guerre des chefs, ni retours fracassants de « politiciens au rancart », comme aurait dit en son temps le général de Gaulle.

Se pourrait-il qu'un tel pays existe ? Oui, et c'est même un de nos proches voisins : il s'appelle l'Allemagne. Certes, je le disais en commençant, ce pays n'a pas moins de problèmes que le nôtre, mais la classe politique aux affaires recherche, chaque fois que possible, un nom qui rallie les suffrages pour la fonction suprême au sommet de l'État. Il est vrai que Franz Walter Steinmaier, pour le moment ministre des affaires étrangères, n'est pas élu au suffrage universel, et qu'il ne disposera pas des pouvoirs étendus des présidents français ou américain. Mais on ne peut se défendre d'une certaine envie en voyant un pays où le souci du bien commun tient encore dans la vie politique une place assez importante pour que tous les grands partis préfèrent se mettre d'accord sur le choix du président plutôt que de s'épuiser dans des batailles souvent stériles.

On me rétorquera que chez nous, les perversions proviennent du système plus encore que des personnes. Soit, mais n'est-ce pas des personnes qui ont perverti le système pour aboutir, par exemple, à cette absurde coïncidence des présidentielles et des législatives ? Tenez, essayez de demander à ceux qui ont quelques chances d'être élus s'ils sont prêts à s'engager à revenir au septennat présidentiel, mais sans rééligibilité (pour qu'au lieu de se préoccuper de sa réélection le président se préoccupe des affaires de la France), et à dissocier l'échéance législative de l'échéance présidentielle : vous en verrez plus d'un botter en touche et s'empresser de vous dire que les vraies questions sont ailleurs... À moins qu'il ne s'agisse de questions préalables ?

